SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1900.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Instruction publique chargée d'examiner le Projet de Loi portant modification des limites séparatives de la ville de Gand et des communes de Mont-Saint-Amand, Oostacker et Wondelghem (province de Flandre orientale).

(Voir le n° 7, session extraordinaire de 1900, du Sénat.)

Présents : MM. LÉGER, Vice-Président-Rapporteur ; LIPPENS, le Comte GOBLET D'ALVIELLA, GOETHALS, le Baron WHETNALL et DE RIDDER.

MESSIEURS,

En exécution de l'article 6 de la loi du 11 septembre 1895 approuvant la convention du 15 novembre 1894, conclue entre l'État et la ville de Gand relative aux travaux à exécuter au canal de Gand à Terneuzen, des plans ont été élaborés qui nécessitent la transformation et l'agrandissement des installations maritimes de la ville.

Ces plans ont été adoptés par le Conseil communal le 13 octobre 1899.

C'est en quelque sorte une loi générale que le développement commercial du pays a des exigences auxquelles il est impossible de se soustraire ; les villes, sièges du commerce et de l'industrie, sont astreintes à élargir leur enceinte, à établir des installations spéciales, larges, coûteuses, et à supporter de ce chef de lourdes charges.

Tel est le sort d'Anvers, de Bruxelles, de Liège, d'Ostende, de Bruges ; le pouvoir législatif est chaque fois intervenu ; les villes et les communes intéressées se sont entendues.

Le tour de Gand est arrivé.

Les travaux qu'il s'agit d'exécuter doivent l'être précisément sur cette partie de la ville que trois communes voisines enserrent de plus près : ce sont celles de Mont-Saint-Amand, d'Oostacker et de Wondelghem.

Il a été reconnu lors des extensions de territoire autorisées dans les occasions rappelées plus haut, que l'intérêt du port exige que la surveillance de ses installations et de ses dépendances soit soumise à une seule et même juridiction administrative et de police. Ce principe a été admis unanimement et tout spécialement lorsque les Chambres ont discuté et voté les lois autorisant les agrandissements de Bruges et d'Ostende.

(2)

Les trois communes intéressées aux cessions de terrains et la ville de Gand se sont entendues sur les indemnités à payer par celle-ci.

Elles ont été acceptées par Mont-Saint-Amand le 13 mars 1900, par Wondelghem le 10 mars 1900, par Oostacker le 22 mars 1900, mais par cette dernière sous réserve d'une modification relative à un chemin dont la commune voulait être débarrassée.

Cette réserve ayant été acceptée par la ville de Gand le 30 avril, la commune d'Oostacker s'est définitivement ralliée au projet le 9 juin 1900, après une enquête diligente par la Députation permanente.

Ce collège a donné son approbation aux diverses conventions.

Votre Commission, à l'unanimité, a l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du Projet de Loi.

Le Vice-Président-Rapporteur,
Th. LÉGER.